

Derrière les « accords d'association » et libre échange avec l'UE signés par l'Ukraine, la Georgie et la Moldavie

Par [Manlio Dinucci](#) et [Tommaso Di Francesco](#)

Mondialisation.ca, 29 juin 2014

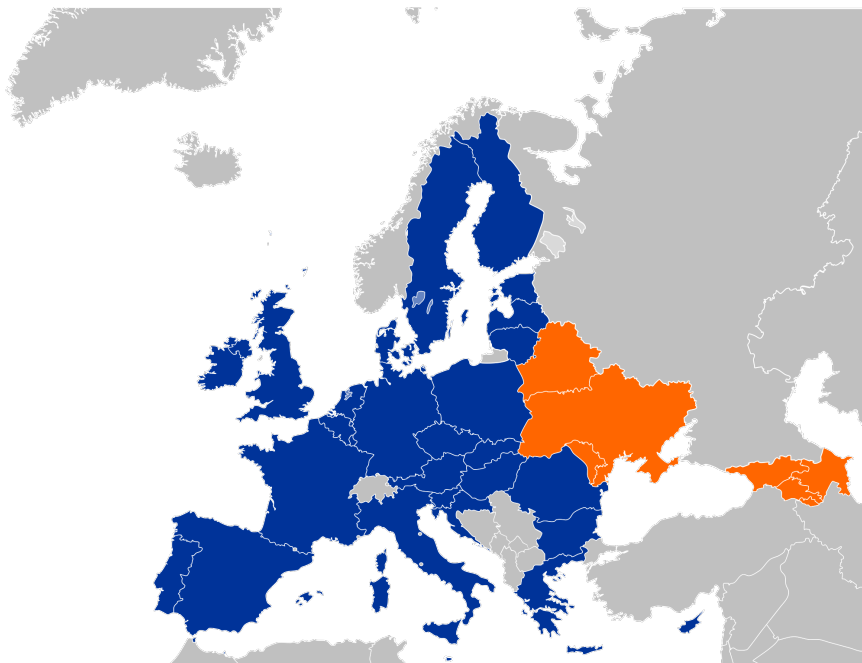
ilmanifesto.it

Région : [L'Europe](#), [Russie et CEI](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Il faut que soit clair où veut aller l'Union européenne, a demandé le Premier ministre italien Renzi. En enfonçant une porte ouverte : la direction à suivre a déjà été décidée, avant Bruxelles, à Washington. Les accords d'association et libre échange avec l'Ue, signés hier par Ukraine, Georgie et Moldavie, ont non seulement une valeur économique, mais politique et stratégique.

L'abolition des droits et autres mesures de « libéralisation », prévues par les accords, mettront ces économies –surtout l'ukrainienne, de très loin la plus importante- dans les mains des multinationales non seulement européennes mais étasuniennes. L'Ukraine cèdera 49% de la propriété des gazoducs et des dépôts souterrains de gaz à des compagnies étasuniennes (surtout ExxonMobil et Chevron) et européennes, qui de fait en auront le plein contrôle. En même temps, la « modernisation » prévue de l'agriculture ukrainienne permettra surtout aux étasuniennes Cargill et Monsanto, qui avaient déjà depuis longtemps pénétré dans le pays, de s'approprier de ce qui autrefois était appelé, du fait de la fertilité de ses terres, « le grenier de l'URSS ». C'est un secteur de première importance : l'agriculture ukrainienne, dont la production a augmenté en valeur d'environ 14% en 2013, fournit 10% du pil et 25% de l'export.



Le contrôle du réseau de gazoducs et de l'agriculture ukrainiens fournira, surtout aux Etats-Unis et à l'Allemagne, un puissant instrument de pression sur la Russie. Celle-ci dépend en grande partie des corridors énergétiques ukrainiens pour exporter du gaz en Ue et absorbe plus d'un quart des exportations ukrainiennes, surtout agricoles. L'instrument économique est fonctionnel à la stratégie annoncée par le G7 qui, déroulé à Bruxelles avant le Conseil européen, a fait sienne la ligne de Washington. Après avoir annoncé un programme du FMI de 17 milliards de dollars pour l'Ukraine, plus 18 autres investissements par les Sept pour s'emparer de son entière économie, le G7 « condamne la Fédération Russe pour sa violation continue de la souveraineté de l'Ukraine ». Formule faite sienne par le Conseil Ue le 23 juin.

Tout ceci aplanit la voie à l'extension ultérieure de l'OTAN jusqu'à l'intérieur du territoire de l'ex URSS. On n'oubliera pas qu'Ukraine, Géorgie et Moldavie étaient des républiques soviétiques et que l'attaque de l'armée géorgienne contre l'Ossétie du sud, en 2008, entrait sûrement dans la stratégie USA/OTAN. On n'oubliera pas que déjà 23 des 28 pays de l'Ue sont aujourd'hui, en même temps, membres de l'OTAN : en conséquence les décisions prises dans l'Alliance, sous leadership étasunien indiscuté, déterminent les intentions de l'Union européenne.

Dans cette situation, l'Italie joue le rôle du pot de terre. Parce que, d'une part, l'association de l'Ukraine à l'aire Ue de libre échange permettra aux multinationales étasuniennes et européennes de contrôler -nous sommes au paradoxe du « libéralisme »- à travers l'introduction des produits ukrainiens, le marché agricole italien, déjà en grave difficulté économique et sociale. Et pendant que de fait les Etats-Unis mettent en acte un rigoureux protectionnisme national sur leur production agricole.

Mais surtout par la question centrale des sources d'énergie. Il suffit de penser que sous pression des Etats-Unis, la Bulgarie a bloqué depuis quelques semaines le gazoduc South Stream, le pipeline stratégique qui devrait transporter le gaz russe dans l'Union européenne sans passer par l'Ukraine. Cette tentative étasunienne (soutenue par le président de la Commission européenne) risque de faire perdre à l'Italie des contrats de milliards d'euros, parmi lesquels celui de 2 milliards dont la Saipem (Eni) vient à peine d'avoir l'adjudication.

Dans la presse internationale des voix insistantes (démenties par Palazzo Chigi [siège du gouvernement italien]) disent que l'Italie veut « geler » le projet, né d'un accord italo-russe (signé en 2007 par Pierluigi Bersani, alors ministre pour le développement économique). Dans le projet, le terminal du South Stream est prévu à Tarvisio (Udine), qui fonctionnerait comme hub de triage du gaz partant vers d'autres pays aussi. A présent cependant le russe Gazprom et l'autrichienne Omv ont signé un accord qui prévoit le prolongement du gazoduc jusqu'en Autriche, qui pourrait remplacer l'Italie comme hub.

Sur ce fond, que le premier ministre Renzi, avant de clarifier où veut aller l'union européenne, clarifie où veut aller l'Italie. En d'autres termes, si elle veut rester ou non dans le sillage de la stratégie USA/OTAN qui est en train d'amener l'Europe à une autre dangereuse et coûteuse confrontation Ouest-Est.

Manlio Dinucci

Tommaso Di Francesco

Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio

La source originale de cet article est ilmanifesto.it

Copyright © [Manlio Dinucci](#) et [Tommaso Di Francesco](#), ilmanifesto.it, 2014

Articles Par : [Manlio Dinucci](#)
et [Tommaso Di](#)
[Francesco](#)

A propos :

Manlio Dinucci est géographe et journaliste, ex-directeur exécutif pour l'Italie de l'International Physicians for the prevention of Nuclear War, association qui a reçu le Prix Nobel de la Paix en 1985. Porte-parole du Comitato no Guerra no Nato (Italie) et chercheur associé de Global Research (Canada). Prix international de journalisme 2019 pour Analyse géostratégique du Club de Periodistas de México.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca